



## LES RÉPUBLICAINS – VAL-DE-MARNE AUTREMENT



# Oui à un Etat partenaire, non à un Etat autoritaire !

**Le Conseil départemental a auditionné le Préfet dans le cadre de la présentation du rapport d'activités des services de l'Etat dans le Val-de-Marne. Occasion de dresser un bilan de l'action de l'Etat durant le quinquennat 2012-2017 mais également de relayer auprès du représentant de l'Etat les préoccupations de nos concitoyens.**

### Quinquennat Hollande : un quotidien dégradé pour les Val-de-Marnais

Un cycle de 5 ans de politiques publiques vient de se terminer, il est légitime d'en voir les conséquences sur notre territoire.

**Entre 2012 et 2017, le chômage a augmenté de 31% dans le Val-de-Marne et le nombre d'allocataires du RSA de 10%.**

**La politique de soutien aux quartiers en difficultés a été réduite drastiquement :** 36 quartiers (180 000 Val-de-Marnais, 15% de la population) ne bénéficient plus de soutien au titre de la politique de la ville, alors qu'ils concentrent toujours beaucoup de difficultés et de handicaps !

### Un Etat de plus en plus donneur d'ordres

Outre la **baisse drastique des dotations de l'Etat** ou l'**application forcée des rythmes scolaires**, nous avons vécu des exemples concrets qui ont illustré une volonté d'imposer, de contraindre les élus locaux.

**Logement social :** l'Etat s'est montré beaucoup plus contraignant vis-à-vis des villes qui ne comptaient pas suffisamment de logements sociaux que vis-à-vis de celles qui, malgré des taux de 50, 60, 70% continuent d'en construire à tour de bras alors même qu'une telle politique va manifestement à l'**encontre des objectifs de mixité sociale prônés par l'Etat.**

**Elaboration du schéma départemental d'accueil des gens du voyage :** pendant 2 ans, l'Etat nous a pressés de faire adopter ce document qui prévoyait

notamment l'aménagement d'une aire de grand passage, indispensable selon l'Etat pour faire évacuer rapidement les occupations illégales sur des terrains municipaux ou départementaux.

Ce schéma a été adopté en décembre 2016 : près de **250 000 € d'argent public ont été investis** pour l'aménagement d'une aire de grand passage à Valenton pour qu'**au final elle ne soit pas utilisée, que d'autres terrains soient occupés illégalement et sans qu'aucune expulsion ne soit ordonnée.**

### Nouveau Président, nouvelles promesses, nouvelles déceptions

Nous aurions pu espérer que la dégradation des relations entre l'Etat et les collectivités ne soit plus qu'un souvenir. Malheureusement, **il a vite fallu déchanter.**

D'abord, le **nouvel effort de réduction des dépenses de 13 milliards d'euros** demandé aux collectivités locales est vécu comme une provocation au moment où le Gouvernement de M. Macron s'octroie le droit d'augmenter le déficit de l'Etat de 7,3 Mds € !

Autre sujet de mécontentement, la **volonté gouvernementale d'imposer aux bailleurs sociaux une baisse des loyers pour compenser la baisse des aides au logement.** C'est une mesure démagogique dangereuse pour les demandeurs de logements sociaux et cela va aussi fragiliser les bailleurs sociaux : ceux-ci vont devoir freiner brutalement les programmes de constructions de logements sociaux mais également annuler des opérations de rénovation ou de réhabilitation.

Troisième sujet d'inquiétude, très important pour les Val-de-Marnais : le **financement du métro Grand Paris Express.** Nous avons appris que le Gouvernement s'apprêterait à étaler dans le temps le financement de celui-ci, ce qui serait particulièrement préoccupant alors que le besoin de transports publics pour nos concitoyens est croissant.

Dernier sujet d'inquiétude : **la Métropole du Grand Paris.** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, nous avons désormais 5 niveaux d'administration, ce qui n'est évidemment pas tenable. Mais faut-il pour autant, comme s'apprête à le faire, semble-t-il, le gouvernement, renforcer les pouvoirs de cette Métropole et créer un « Paris XXL » au détriment des départements de petite couronne ?

**Vouloir monter de toute pièce un monstre technocratique et sans âme pour 8 millions de Franciliens représente une régression territoriale et démocratique majeure. La modernité, c'est plus de proximité et d'expression citoyenne, pas l'inverse. ■**

Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFLE, Jean-François LE HELLOCO, Déborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Nicolas TRYZNA, Julien WEIL, Métin YAVUZ.

Écrivez-nous sur : [groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr](mailto:groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr)

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page [www.facebook.com/94autrement](https://www.facebook.com/94autrement)